



COMMUNE DE CASTELNAU-DE-MÉDOC

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
PROCÉDURE ADAPTÉE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Maître d'Ouvrage, Pouvoir Adjudicateur

Commune de CASTELNAU DE MEDOC
33480 CASTELNAU DE MEDOC

Objet de la consultation

**Travaux de voirie et assainissement Pluvial
3 Aménagements sécuritaires sur la RD1215**

MAÎTRISE D'ŒUVRE :



EDANLO Ingénierie
9 Rue du Général Delestraint
33310 LORMONT
picard.edanlo@gmail.com / 06 51 59 56 90

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - <i>Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur</i>	<i>4</i>
1.2 - <i>Forme du marché. Tranches et lots</i>	<i>4</i>
1.3 - <i>Travaux intéressant la Défense</i>	<i>4</i>
1.4 - <i>Contrôle des prix de revient</i>	<i>4</i>
1.5 - <i>Maîtrise d'œuvre</i>	<i>4</i>
1.6 - <i>Contrôle technique</i>	<i>5</i>
1.7 - <i>Coordination Sécurité SPS</i>	<i>5</i>
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1 - <i>Pièces Particulières</i>	<i>5</i>
2.2 - <i>Pièces Générales</i>	<i>5</i>
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES	6
3.1 - <i>Répartition des paiements</i>	<i>6</i>
3.2 - <i>Tranches conditionnelles</i>	<i>6</i>
3.3 - <i>Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes / Travaux en régie</i>	<i>6</i>
3.4 - <i>Variation dans les prix</i>	<i>8</i>
3.5 - <i>Paiements des cotraitants et des sous-traitants</i>	<i>9</i>
3.6 - <i>Délai de paiement</i>	<i>9</i>
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	10
4.1 - <i>Délai d'exécution des travaux</i>	<i>10</i>
4.2 - <i>Prolongation du délai d'exécution</i>	<i>10</i>
4.3 - <i>Pénalités pour retard - Primes d'avance</i>	<i>10</i>
4.4 - <i>Repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux</i>	<i>10</i>
4.5 - <i>Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution</i>	<i>11</i>
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
5.1 - <i>Retenue de Garantie</i>	<i>11</i>
5.2 - <i>Avance</i>	<i>11</i>
5.3 - <i>Avances sur matériels</i>	<i>11</i>
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
6.1 - <i>Provenance des matériaux et produits</i>	<i>12</i>
6.2 - <i>Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt</i>	<i>12</i>
6.3 - <i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits</i>	<i>12</i>

6.4 - <i>Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage</i>	12
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
7.1 - <i>Piquetage général</i>	13
7.2 - <i>Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés</i>	13
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1 - <i>Période de préparation - Programme d'exécution</i>	13
8.2 - <i>Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail</i>	14
8.3 - <i>Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail</i>	14
8.4 - <i>Organisation, hygiène et sécurité des chantiers</i>	14
8.5 - <i>Travaux non prévus</i>	16
ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	17
9.1 - <i>Essais et contrôles en cours de travaux</i>	17
9.2 - <i>Réception</i>	17
9.3 - <i>Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages</i>	17
9.4 - <i>Documents fournis après exécution</i>	17
9.5 - <i>Délai de garantie</i>	17
9.6 - <i>Garanties particulières</i>	17
9.7 - <i>Assurances</i>	18
ARTICLE 10 - RESILIATION	18
ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent la réalisation de trois aménagements sécuritaires en agglomération sur l'emprise de la Route Départementale 1215, au sein de la Commune de Castelnau-De-Médoc, désignée comme « Pouvoir Adjudicateur ». Les aménagements prévus sur 3 secteurs distincts sont la création de deux plateaux et l'aménagement d'un secteur avec pose de deux coussins.

Les travaux d'aménagement comprennent notamment :

- le recalibrage de la chaussée et la création de trottoirs revêtus au droit des plateaux,
- la création des aménagements sécuritaires (2 plateaux et la pose de deux coussins),
- la fourniture et pose de bordures béton types T, I, P caniveaux CS et CC,
- la création de dispositifs de récupération des eaux pluviales et leurs raccordements aux réseaux existants (canalisations, regards, bouches d'égout, gargouilles, etc...),
- le raccordement de chaussée aux caniveaux ou bordures,
- la démolition de la structure de chaussée existante ainsi que sa création à neuf si nécessaire,
- l'application d'un revêtement général en enrobés noirs BBSG 0/10 D pour la chaussée, préalablement structuré en Grave Bitume pour les plateaux,
- la réalisation de trottoirs en enrobés rouges ou calcaire,
- le marquage au sol et la signalisation verticale réglementaire.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication, dans l'Acte d'Engagement, du domicile élu par l'Entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de Castelnau jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - Forme du marché. Tranches et lots

Ce présent marché est un marché selon la procédure adaptée (MAPA).

Il est soumis aux dispositions de la réglementation applicable en termes de marchés publics.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. L'opération de travaux n'est pas allotie.

1.3 - Travaux intéressant la Défense

Sans Objet.

1.4 - Contrôle des prix de revient

Sans Objet.

1.5 - Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par la Société EDANLO.

M. PICARD Grégory

9 Rue du Général Delestraint – 33310 LORMONT

Tél : 06 51 59 56 90 / gp@edanlo.fr

1.6 - Contrôle technique

Sans Objet.

1.7 - Coordination Sécurité SPS

Le Coordonnateur Sécurité investi par le Maître d'Ouvrage, en application de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et des décrets d'application n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 qui définissent l'organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiments et de génie civil, sera nommé ultérieurement.

Les dispositions particulières ainsi que les obligations du titulaire figurent à l'article 8 du C.C.A.P et dans le Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé, joint dans le dossier de consultation.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 - Pièces Particulières

- Acte d'Engagement (A.E.) complété, paraphé, daté et signé,
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) daté et signé,
- Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) daté et signé,
- Bordereau des prix unitaires complété, daté et signé,
- Détail quantitatif estimatif complété, daté et signé,
- Plan de situation des travaux (deux documents ainsi qu'un plan de repérage),
- Mémoire Technique à fournir par l'Entreprise.

2.2 - Pièces Générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4.2.

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, défini en dernier lieu par le décret n° 2000-524 du 15 Juin 2000 modifié par l'arrêté du 12 Février 2004 du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976, modifié par les décrets n° 76-625 du 5 Juillet 1976, n° 81-99 du 3 Février 1981, n° 81-271 du 18 Mars 1981, et n° 86-447 du 13 Mars 1986 et n° 91.472 du 14 Mai 1991.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, ou
- l'Entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

3.2.1 - Indemnité de dédit

Sans objet

3.2.2 - Indemnité d'attente

Sans objet

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes / Travaux en régie

3-3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la Santé
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après :

Nature du Phénomène	Mois	Intensité limite
Station Météorologique de MERIGNAC	Janvier	159
	Février	143
	Mars	123
	Avril	96
	Mai	103
	Juin	107
	Juillet	198
	Août	115
	Septembre	146
	Octobre	150
	Novembre	170
	Décembre	178
Gel		+ 5° C

- en tenant compte des sujétions de circulation sur les routes et chemins environnants, aux

maintiens permanents des accès aux entrées charretières des riverains, à proximité des travaux en particulier, ainsi que de toutes les sujétions d'exécution normalement prévisibles, des activités diverses et de la présence d'autres Entreprises sur le chantier, notamment dans le cadre des déplacements de réseaux.

3-3.2 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné au bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

3-3.3 - Dans les vingt jours à compter de la notification du marché l'Entrepreneur fournira au Maître d'œuvre, un sous-détail des prix du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires, de certains ouvrages. La liste des ouvrages concernés sera communiquée par écrit à l'Entreprise.

3-3.4 - Le règlement des travaux en régie sera effectué en prenant en considération dans les décomptes :

- pour la main d'œuvre mise à la disposition du Maître d'œuvre par l'Entrepreneur :
 - Les salaires majorés de 111 %,
 - Les indemnités de panier et de petits déplacements ainsi que
 - Les primes de transport majorées de 88 %,
 - Les indemnités de grands déplacements majorées de 6 %,
- pour les fournitures, leurs prix d'achat hors taxes majorés de 11 %
- pour les locations de matériel déjà présent sur le chantier les sommes résultant des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les Entreprises et négociées avec le Maître d'Œuvre ; celle-ci pourront établir leurs prix à partir des barèmes des loueurs locaux de matériel, ou bien à partir de diverses méthodes de détermination des charges d'emploi (la méthode analytique de prix établie par le service des Etudes techniques des routes et autoroutes, la méthode 86 de la Fédération Nationale des travaux publics.

Les coefficients ci-dessus sont réputés tenir compte des charges accessoires aux salaires, des frais généraux ainsi que des impôts et taxes autres que la T.V.A.

Pour l'exécution de travaux accessoires à ceux prévus au marché, et dans la limite de 3 % du montant du marché, l'Entrepreneur propose à l'accord du maître d'œuvre une estimation en tenant compte des travaux, des indemnités, charges directes ou indirectes et taxes à prévoir.

Cette estimation prendra en compte les éléments de calcul précités.

Le règlement de ces travaux doit rester conforme à l'article 11.3 du C.C.A.G. Ces travaux feront l'objet d'une confirmation écrite du Pouvoir Adjudicateur.

3.3.5 - Les modalités de règlement des comptes, en particulier les décomptes mensuels, les acomptes mensuels et le décompte final sont celles définies à l'article 13 du C.C.A.G.

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, et comme prévu aux articles 13.11, 13.32 et 20.3 du C.C.A.G, il est appliqué une pénalité de retard journalière dont le montant est fixé comme suit (par jour calendaire) :

- Pour les décomptes mensuels: 1/2 000ème de la différence entre le montant du décompte concerné et celui du décompte précédent.
- Pour le décompte final : 1/1 000ème du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service et jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu. Ce dernier est adressé en recommandé avec accusé de réception.

A la fin des travaux, l'Entrepreneur adresse, après le projet d'état mensuel, afférent au dernier mois de leur exécution ou à la place de ce projet, un projet d'état final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet d'état final tient lieu de projet de décompte final mentionné au C.C.A.G. et

produit les mêmes effets notamment en matière de délais.

L'Entrepreneur est lié pour les indications figurant au projet d'état final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

3.4 - Variation dans les prix

Conformément au décret n° 2006-975 du 1^{er} Août 2006, les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-4.1 - Les prix sont fermes éventuellement actualisables suivant les modalités fixées au 3-4.3 et au 3-4.5.

3-4.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois du jour fixé pour la remise des offres. Ce mois est appelé mois "zéro".

3-4.3 - Choix des index de référence

Les index de référence I, choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché sont les index nationaux.

3-4.4 - Travaux Publics

T.P. 08 - Routes et aérodrômes avec fournitures

T.P. 09 - Travaux d'enrobés

Les prix justiciables du TP 08 sont les prix n° : tous les prix exceptés les prix 4.11 à 4.13 (inclus)

Les prix justiciables du TP 09 sont les prix n° 4.11 à 4.13 (inclus)

3-4.5 - Modalités d'actualisation des prix fermes éventuellement actualisables

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

Dans laquelle I₀ et I(d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par les index de référence I du marché, sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

3-4.6 - Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5 - Paiements des cotraitants et des sous-traitants

3-5.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le Pouvoir Adjudicateur et par l'Entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du C.C.A.G. Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du C.C.A.G. :

- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements,
- le comptable assignataire des paiements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous-réserve :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible d'une part, avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé par le sous-traitant, lorsque son établissement est requis, et d'autre part avec la date prévisible d'intervention du sous-traitant.
- b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu au respect des dispositions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8-4 ci-après (Organisation hygiène et sécurité des chantiers).

3-5.2 - Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6 - Délai de paiement

Les prestations objet du présent marché seront payées dans le délai global de paiement de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par la personne publique.

Le taux des intérêts moratoires dû en cas de défaut de paiement dans les délais prévus, est celui de l'intérêt

global en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 2 points.

Il est dérogé à la totalité des articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du CCAG Travaux. Pour l'application de l'article 13.511 du CCAG Travaux, le terme paiement est substitué à celui de mandatement.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

IMPORTANT : dans l'organisation générale des travaux concernant ce marché, l'Entreprise doit prendre en compte dans son chiffrage que ces travaux sont réalisés sur une Route Départementale, et qu'elle sera durant les travaux en lien direct avec le représentant du CRD Médoc. Celui-ci pourra exiger toute mesure nécessaire pour garantir le niveau de sécurité et de qualité lors de la réalisation des travaux. Les prix proposés doivent tenir compte de cette contrainte.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

Par dérogation à l'article 19 du C.C.A.G., si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire l'arrêt momentané des travaux, ou l'autoriser sur la proposition de l'Entrepreneur, et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

4.4 - Repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours, comptés de la date de la notification de la décision de réception, l'Entrepreneur devra procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'Entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de **155 € H.T. (Cent Cinquante-cinq Euros Hors Taxes)** par jour de retard.

4.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par l'Entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à **3050 € H.T. (Trois Mille Cinquante Euros Hors Taxes)** sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'Entrepreneur.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de Garantie

En application de la réglementation applicable en termes de marchés publics, il est prévu une retenue de garantie sur acomptes de 5 %.

Celle-ci peut être remplacée par une garantie à première demande. Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Le remboursement de la retenue de garantie ou la libération de la garantie correspondante intervient dans les conditions de la réglementation applicable en termes de marchés publics.

5.2 - Avance

Sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement, une avance sera versée à l'Entrepreneur sous réserve qu'il ait constitué une garantie à première demande représentant la totalité de cette avance.

Son montant en prix de base sera égal à 5 % du montant initial du marché en prix de base T.T.C.

Le versement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son remboursement commencera lorsque le montant des travaux ou prestations atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt (80 %) du montant initial du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé dans la réglementation applicable en termes de marchés publics.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 % du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'Entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

5.3 - Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'Entrepreneur.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans Objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1 - Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations, à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par : le Laboratoire désigné par le Maître d'Œuvre.

6-3.2 - Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que des modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par : le Laboratoire désigné par le Maître d'Œuvre.

6-3.3 - Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'Entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

Sans Objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 - Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par le titulaire, à sa charge, contradictoirement avec le Maître d'Œuvre.

7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué en même temps que le piquetage général, dans les mêmes conditions.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'Entrepreneur doit dix (10) jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution

Il est fixé une période de préparation. La durée maximale est fixée dans l'Acte d'Engagement. Elle prend effet à compter de la notification du marché. La durée n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

Au cours de cette période il est procédé aux opérations suivantes :

- Etablissement par le titulaire du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) (article R 238-27 du Code du Travail) et remise au Coordonnateur,
- Harmonisation des P.P.S.P.S. par le Coordonnateur et intégration au Plan général de Coordination.

L'Entrepreneur devra également dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires) conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au visa du maître d'œuvre dans le délai de dix (10) jours suivant la notification du marché.

Ce planning sera établi au moyen d'un graphique à barres (Système GANTT) et mettra en évidence :

- les tâches à accomplir pour exécuter les assainissements, et leurs raccordements aux ouvrages existants, les bordures et caniveaux, les corps de chaussée, les raccordements aux entrées charretières, les trottoirs, les ouvrages divers et leur enchaînement,
- pour chaque tâche, la date prévue pour son achèvement et la marge de temps disponible pour son exécution,
- celles des tâches qui conditionnent le délai d'exécution des travaux.

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'Entrepreneur

et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'Entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

A travers les plans d'exécution qu'il établit, l'Entrepreneur vérifiera toutes les cotes fil d'eau nécessaires à la réalisation des ouvrages et fera tous les levés topographiques qu'il jugera utiles. Il vérifiera également le croisement entre réseaux hydrauliques et réseaux secs. Il réalisera à sa charge tous les sondages manuels ou mécaniques nécessaires à la vérification du projet, soit pendant la période de préparation, soit en cours de réalisation des travaux.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

8-3.1 - La proportion maximale d'ouvriers étrangers par rapport au nombre total d'ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur.

8-3.2 - La proportion maximale d'ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total d'ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10 %) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10 %).

8.4 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4.0 - Le chantier est soumis aux dispositions du Code du Travail et en particulier à la **Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et de ses décrets d'application n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 définissant l'organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil**

Le chantier relevant de la catégorie 3, l'Entrepreneur est tenu dans ce cadre :

- à l'établissement du P.P.S.P.S.
- à coopérer avec le Coordonnateur suivant les modalités précisées ci-après :
- à informer tout sous-traitant présent des conditions d'organisation du chantier. Le contrat de sous-traitance mentionne le cas échéant l'obligation pour le sous-traitant d'élaborer un P.P.S.P.S.
- à organiser l'inspection commune avec la Coordonnateur SPS, visite préalable au démarrage des travaux.

L'Entrepreneur est tenu également pendant la période de préparation de préparer conjointement avec le maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS, le responsable des services techniques de la Mairie :

- les arrêtés de circulation par phase de travaux
- les dossiers d'exploitation de gestion des déviations provisoires de circulation et de cheminement piéton dans l'emprise du chantier (indiquant le matériel mis en place pour la signalisation provisoire, les moyens en personnel pour l'entretien du matériel, les sens de circulation, les contraintes de ramassage scolaire, les contraintes techniques exceptionnelles perturbant le passage des secours etc.)

Les modalités de coopération entre le Coordonnateur Sécurité et les autres intervenants sont ainsi fixées :

Le Coordonnateur limitera, au titre de la mission qui lui est confiée par le maître d'ouvrage, ses interventions au strict cadre de la coordination telle que définie par la Loi du 31 Décembre 1993 et ses décrets et arrêtés d'application.

Tout litige en la matière avec les différents intervenants sur le chantier sera soumis à l'arbitrage du maître d'ouvrage et le cas échéant du Directeur Départemental du Travail.

L'Entrepreneur est tenu de participer aux visites préalables organisées par le Coordonnateur et à répondre à toute sollicitation du Coordonnateur formalisée dans le Registre Journal.

Sauf urgence impérieuse ou péril imminent le Coordonnateur ne pourra interrompre le chantier. Il fera sans délai toute proposition au maître d'œuvre en la matière.

8-4.1 - L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le Maître de l'Ouvrage :

Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :

- la surface des emprises du domaine public, à valider avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur pourra proposer d'autres emplacements à ses frais, risques et périls. Les emplacements projetés seront soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur devra se pourvoir de toutes les autorisations nécessaires réglementaires.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'Entrepreneur.

8-4.2 - Les installations suivantes sont réalisées par l'Entrepreneur :

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au C.C.T.P.
- un bureau pour le maître d'œuvre, couvrant une surface utile de 10 m² environ, éclairé et chauffé.

8-4.3 - Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité du chantier sont à prendre par l'Entrepreneur :

a) Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eaux, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions

satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

b) Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) :

Le P.P.S.P.S. devra être conforme aux articles R 238.31 et R 238.32 du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994.

Le P.P.S.P.S. est tenu à jour par l'Entrepreneur qui en signale les modifications au Coordonnateur.

8-4.4 – A) La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'Entrepreneur sous le contrôle du Service ci-après :

- Coordonnateur sécurité SPS sur les voies communales
- Par le Centre Routier Départemental idoine sur les voies départementales

Ce service ayant à sa charge :

- le maintien des circulations publiques sur les voies intéressées par les travaux

8.4.4 - B) La signalisation de chantier devra être conforme :

- A l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1,
- Signalisation des routes - définie par les arrêtés des 24 novembre 1967, 17 Octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 Mars 1971, 27 Mars 1973, 30 Octobre 1973, 24 et 25 juillet 1974, et plus particulièrement sa 8ème partie approuvée par les arrêtés des 10 et 15 Juillet 1974.

8.4.4 - C) La signalisation au droit des travaux sera réalisée par l'Entreprise.

8.4.4 - D) La signalisation des itinéraires déviés sera réalisée par le Centre Routier Départemental.

Le Maître d'Œuvre préviendra l'Entrepreneur au moins quinze (15) jours à l'avance de la date de mise en service de chaque itinéraire dévié, délai accordé à l'Entreprise pour la mise en place de la signalisation qui lui incombe.

8.4.4 - E) L'Entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, l'Entrepreneur devra faire connaître nominativement au Maître d'Œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

8-4.5 - En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du C.C.A.G., qui sont à respecter par l'Entrepreneur pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- les itinéraires et les dates des transports sont proposés par l'Entrepreneur à l'agrément du Maître d'Œuvre
- un état des lieux contradictoire est effectué avant tout début des travaux.

8.5 - Travaux non prévus

Les stipulations du C.C.A.G. Travaux sont seules applicables.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles en cours de travaux

9-1.1 - Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P., seront assurés :

- en centrale, par la division du Laboratoire désigné par le Maître d'œuvre en ce qui concerne la grave bitume et le béton bitumineux.
- sur le chantier par le Laboratoire de l'Entrepreneur en ce qui concerne les terrassements et le contrôle des couches du corps de chaussée.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

9-1.2 - Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'Entrepreneur, ils seront rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

9.2 - Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans Objet.

9.4 - Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par l'Entrepreneur au Maître de l'Ouvrage dans les délais prévus à l'article 4.5 ci-dessus sont notamment les plans de récolement sous forme de plans topographiques faisant apparaître tous les travaux réalisés.

Les plans seront également remis au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour être intégrés au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.)

9.5 - Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.6 - Garanties particulières

Si l'Entrepreneur propose dans son offre d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le Pouvoir Adjudicateur contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures, mis en œuvre sur sa proposition, pendant le délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'œuvre, par les

matériaux et fournitures similaires et répondant aux besoins du marché.

9.7 - Assurances

Par dérogation à l'article 4.3 du C.C.A.G. dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires, sous peine de résiliation du marché :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 10 - RESILIATION

Les articles 46, 47, 48, et 49 du C.C.A.G. Travaux sont applicables au présent marché.

Conformément à la réglementation applicable en termes de marchés publics, en cas d'inexactitude des renseignements, le marché sera résilié aux torts exclusifs du cocontractant.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- Dérogation aux paragraphes n° 11, 17, 22, 31, 32 et 33 de l'article 13 du C.C.A.G. Travaux apportées par l'article n° 3.3.5 du présent C.C.A.P.
- Dérogations aux articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du C.C.A.G. Travaux. Pour l'application de l'article 13.511 du CCAG le terme paiement est substitué à celui de mandatement ; dérogations apportées par l'article 3.6 du présent C.C.A.P.
- Dérogation au 2ème alinéa de l'article 19-22 du C.C.A.G. Travaux apportée par l'article 4-2 du C.C.A.P.
- Dérogation au 1er alinéa de l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux apportée par l'article 4-2 du C.C.A.P.
- Dérogation aux articles 44.1 et 44. Garanties particulières apportée par l'article 9.6 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 4.3 du C.C.A.G. Travaux apportée par l'article 9.7 du C.C.A.P.

(Cachet et signature)
(De ou des entreprise(s))